

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 18 décembre 2025

Le Conseil des Gouverneurs de la Banque centrale du Mexique (Banxico) a procédé à sa dernière et 8^{ème} baisse de taux de l'année, portant le taux d'intérêt directeur à 7 % (contre 10 % fin 2024).

Pour rappel, Banxico a procédé à 4 baisses de taux de 50 points de base (pdb) au S1 2025 et à 4 baisses de 25 pdb au S2 2025. Cette dernière décision de politique monétaire s'inscrit dans un contexte de croissance économique mondiale et nationale modérée, de pressions inflationnistes persistantes, et d'incertitudes liées aux tensions commerciales.

Banxico a également revu à la hausse ses prévisions d'inflation, prévoyant un taux de 3,7 % au T4 2025 (contre 3,3 % prévu au début de l'année). La convergence de l'inflation vers la cible de 3 % est toujours prévue pour le T3 2026.

Le FMI et l'OCDE appellent à la prudence, rappelant que tout nouvel assouplissement monétaire doit être conditionné à des preuves claires que l'inflation converge vers la cible.

LE CHIFFRE A RETENIR

7,0 %

Taux de politique monétaire de Banxico
Décembre 2025

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Le Mexique a définitivement adopté un nouveau paquet de droits de douane, initialement annoncé en octobre puis suspendu pendant un mois avant d'être finalement voté, afin de préserver environ 350 000 emplois, principalement dans les secteurs de l'automobile, de l'acier, du textile et de la chaussure, selon le ministère de l'Économie. Portée par la présidente Claudia Sheinbaum et présentée par le ministre de l'Économie Marcelo Ebrard, la mesure concerne 1 466 lignes tarifaires et cible les importations en provenance de plusieurs pays asiatiques, la Chine et la Corée du Sud étant les plus exposées. Elle s'inscrit dans le cadre du Plan México, qui vise à renforcer le contenu national des chaînes de valeur et à limiter la concurrence à bas coûts. Les emplois concernés sont majoritairement localisés dans les principaux pôles industriels du pays et concentrés dans des activités manufacturières à forte intensité de main-d'œuvre, jugées particulièrement vulnérables à la concurrence des importations à bas prix. Les autorités estiment que l'impact sur les prix restera limité, avec un effet inflationniste évalué à environ 0,2 point. Les droits de douane, qui pourront atteindre 50 % selon les produits, entreront en vigueur le 1er janvier. Cette initiative intervient dans un contexte de tensions commerciales persistantes et de ralentissement de l'activité, et pourrait accentuer les incitations à la localisation de la production au Mexique, en amont du renouvellement de l'accord États-Unis-Mexique-Canada (T-MEC) prévu en juillet 2026.

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) a revu à la baisse sa prévision de croissance pour le Mexique en 2025 à 0,4 % mais prévoit un rebond à 1,3 % en 2026, stimulé à la fois par les retombées touristiques de la Coupe du monde de football et par la révision de l'Accord de libre-échange entre le Mexique, les États-Unis et le Canada (T-MEC). La croissance estimée pour l'économie mexicaine en 2025 a été ramenée de 0,6 % en octobre dernier à 0,4 % en décembre, en raison d'un affaiblissement de la demande intérieure, avec un recul de la consommation privée et de l'investissement. De janvier à septembre 2025, la consommation privée a progressé de 0,1 % g.a., un faible dynamisme qui s'explique en partie par la hausse du chômage et la baisse de 5,1 % des envois de fonds. L'investissement fixe brut a de son côté reculé en moyenne de 7,3 % g.a., alors qu'il avait augmenté de 6 % un an auparavant. Cette évolution a été influencée par une contraction de l'investissement public de 32 % g.a.. Les exportations qui ont augmenté de 6,6 % g.a. en octobre dernier demeurent ainsi le principal moteur de la croissance. *In fine*, la croissance mexicaine devrait être significativement inférieure aux 2,4 % prévus pour l'ensemble des économies d'Amérique latine et des Caraïbes. Pour 2026, les perspectives régionales (avec une croissance estimée à 2,3 % par la CEPAL) indiquent que la région continuera à suivre

une trajectoire peu dynamique, caractérisée par des taux de croissance modérés, un environnement international fragile et des contraintes internes persistantes pour stimuler l'investissement, renforcer la productivité et développer l'emploi formel. En 2026, la croissance de l'économie mexicaine devrait rester inférieure à la moyenne pour l'Amérique latine et les Caraïbes mais devrait rebondir à 1,3 % grâce à la diminution des incertitudes suite à la révision du T-MEC (avec un effet attendu positif sur les investissements) et à la hausse attendue des recettes touristiques dans le cadre de la Coupe du monde de football dont une partie des matchs se tiendront à Mexico City, Guadalajara et Monterrey.

L'enquête de décembre de la Banque centrale du Mexique (Banxico) fait état d'un nouvel affaiblissement des perspectives économiques, avec une croissance du PIB désormais attendue à 0,39 % en 2025 et 1,15 % en 2026. Cette révision reflète la décélération récente de l'activité, en particulier dans l'industrie manufacturière, ainsi qu'un environnement macroéconomique moins porteur. Les analystes identifient principalement des facteurs de gouvernance (44 %) comme frein à la croissance, devant les facteurs internes (26 %) - liés à la faiblesse de la demande et aux incertitudes domestiques - et les facteurs externes (25 %), associés aux incertitudes sur l'environnement économique international. Du côté des prix, les analystes anticipent une inflation globale de 3,75 % en 2025, légèrement supérieure à l'estimation précédente, qui devrait également se maintenir au-dessus de la cible en 2026 (3,88 %). Dans ce contexte, les anticipations de politique monétaire demeurent inchangées. Le consensus tablait sur une baisse du taux directeur à 7,0 % d'ici la fin de 2025, suivie d'une stabilisation à 6,5 % à partir de 2026. Les prévisions de taux de change ont par ailleurs été légèrement ajustées, le peso étant désormais attendu à 18,5 pour un dollar fin 2025.

La production industrielle a augmenté de 0,7 % en glissement mensuel (g.m.) en octobre, inversant ainsi la tendance à la baisse observée au cours des quatre derniers mois. Au sein de la production industrielle, la construction a progressé de 3,8 % g.m., l'exploitation minière de 0,7 % g.m. et la production et la distribution d'eau et de gaz de 1,6 % g.m.. En revanche, l'industrie manufacturière a continué à reculer, enregistrant une baisse de 0,3 % g.m. en octobre. L'amélioration de la performance de la production industrielle observée au cours du premier mois du dernier trimestre de l'année n'a cependant pas suffi à compenser sept reculs non consécutifs entre janvier et octobre. En variation annuelle, l'activité industrielle a cependant reculé de 0,7 % en octobre, selon les chiffres corrigés des variations saisonnières. Par composante, les performances ont été mitigées, la construction et la production et la distribution d'électricité, d'eau et de gaz ayant progressé tandis que l'exploitation minière tout comme l'industrie manufacturière se sont contractées. Au cours des dix premiers mois de l'année, l'activité industrielle a reculé de 1,7 % par rapport à la même période en 2024. L'industrie minière serait la composante qui affiche la plus grande faiblesse, avec une contraction de 7,7 % g.a. entre janvier et octobre de cette année.

L'économie informelle a représenté plus de 25 % du PIB mexicain en 2024, confirmant son poids structurel dans l'activité nationale, selon les données de l'Institut national de statistique et de la géographie (INEGI). Sa contribution a progressé pour la quatrième année consécutive, avec une hausse de 0,7 point de pourcentage par rapport à 2023, alors même que la croissance du PIB total est restée modérée (+1,4 % sur un an). Cette dynamique traduit une expansion continue de la production informelle, dans un contexte où l'économie formelle peine à accélérer. Au-delà de sa contribution à la richesse nationale, l'économie informelle joue un rôle central sur le marché du travail : 55,4 % de la population active exerce un emploi informel au T3 2025, qu'il s'agisse d'emplois non déclarés ou d'activités économiques opérées en dehors des cadres réglementaires. Cela limite l'assiette fiscale disponible pour l'Etat et prive une large frange de la population d'accès à la protection sociale. La valeur ajoutée informelle est principalement concentrée dans le commerce de détail (29 %), suivi de la construction (15,6 %) et de l'industrie manufacturière (13,0 %), ce qui souligne la prépondérance d'activités à faible intensité capitaliste. Dans ce contexte, l'ampleur et la progression de l'économie informelle constituent un frein à la productivité et renforcent le besoin de politiques visant la formalisation de l'emploi, l'amélioration du climat des affaires et l'élargissement des mécanismes de protection sociale.

Sectoriel

Le transport ferroviaire de passagers devrait connaître un regain majeur au Mexique avec l'attribution à Alstom d'un contrat de 1,1 Md USD portant sur la construction de 47 trains de passagers et l'équipement de l'infrastructure associée, selon l'Agence de régulation du transport ferroviaire (ARTF). Les trains desserviront trois axes stratégiques – México-Querétaro, Querétaro-Irapuato et Saltillo-Nuevo Laredo - ce dernier renforçant la connectivité de la principale frontière commerciale du pays avec le centre et le nord du Mexique. Alstom, implanté à Ciudad Sahagún (Hidalgo), a remporté l'appel d'offres face au concurrent espagnol CAF México (1,3 Md USD) et chinois CRRC Zhuzhou Locomotive (1,3 Md USD). La flotte comprendra 14 trains pour trajets courts (jusqu'à 700 passagers, dont 315 assis) et 33 trains pour longues distances (265 passagers assis), équipés de prises électriques, ports USB et aménagements de confort. Le contrat inclut cinq ans de maintenance pour 149 M USD, ainsi que 44 M USD pour la construction de centres de maintenance et 37 M USD pour les zones d'inspection et de contrôle.

La Commission fédérale de l'électricité (CFE) prévoit d'augmenter la capacité photovoltaïque du Mexique de 1 516 mégawatts (MW) au cours du sexennat - soit une hausse de +20 % - pour atteindre 9 477 MW contre 7 961 MW fin 2024. Cet objectif de production se base l'extension de la centrale de Puerto Peñasco (Sonora) à 1 000 MW grâce aux phases de développement 3 (300 MW – prévues fin

2027) et 4 (280 MW – en 2028), ainsi que la construction des centrales Carbón II (376 MW) et Río Escondido (180 MW) à Coahuila. Par ailleurs, deux projets supplémentaires sont à l'étude à Durango (270 MW) et dans le Quintana Roo (110 MW). En parallèle, la CFE prévoit le développement de cinq projets de production d'électricité pilote, principalement des centrales à cycle combiné, soit près de 3 000 MW supplémentaires, pour un investissement de 4,3 Md USD. Concernant la transmission, la CFE prévoit de mettre en œuvre 66 projets prioritaires entre 2025 et 2026 pour un montant de 1,9 Md USD. En outre, le ministère de l'Énergie (Sener) a validé 20 projets renouvelables privés totalisant 3 320 MW de production et 1 488 MW de stockage, pour un investissement total de 4,8 Md USD, avec une mise en service prévue entre 2026 et 2029 dans 11 États, principalement dans le solaire (2 471 MW) et l'éolien (849 MW).

La hausse mondiale des prix du gaz pèse sur la production d'électricité de la CFE, principal producteur public d'électricité au Mexique. Au 7 décembre, le prix de référence du gaz aux Etats-Unis (indice Henry Hub) a atteint 5,08 USD par million de BTU¹, soit une hausse de 57 % par rapport au 1^{er} octobre. Cette progression s'est traduite par un renchérissement marqué des coûts énergétiques au Mexique. Le prix de l'énergie thermique a ainsi augmenté de 76 %, passant de 547 à 965 MXN par mégawattheure (MW/h). Selon l'Agence internationale de l'énergie, les contrats de gaz naturel s'établissent actuellement à 4,99 USD par million de BTU, soit leur plus haut niveau depuis décembre 2022. D'après l'Institut mexicain pour la compétitivité (IMCO), cette hausse est portée par une forte demande hivernale européenne, accentuée depuis l'isolement du gaz russe à la suite de l'invasion de l'Ukraine en février 2022. Cette dynamique pèse directement sur les coûts de production électrique de la CFE, dont près de 70 % de l'électricité est générée à partir du gaz naturel, obligeant l'entreprise publique à absorber des coûts de combustible plus élevés. La CFE avait déjà signalé, dans son dernier rapport, une hausse de 50 % du prix du gaz naturel, un facteur qui devrait se refléter dans ses résultats financiers du dernier trimestre de l'année 2025.

Finances publiques

Le ministre de l'Economie, Marcelo Ebrard, estime que les hausses douanières approuvées la semaine dernière et visant 11 pays avec lesquels le Mexique n'a pas conclu d'accord commercial, dont la Chine, pourraient générer 3,5 Mds USD de recettes en 2026. Au total, le budget 2026 adopté en novembre prévoit que les recettes fiscales provenant du commerce extérieur atteignent 14,2 Mds USD. Elles devraient ainsi augmenter de 62 % en 2026 par rapport à 2025, en partie supportées par cette nouvelle mesure qui entrera en vigueur au 1^{er} janvier, mais également par des efforts pour augmenter l'efficacité de la collecte douanière. Depuis le début de l'année 2025, l'impôt sur les importations est l'impôt qui a le plus augmenté, bien qu'il ne représente que 3 % des recettes fiscales totales. Cette

¹ British Thermal Unit

hausse des recettes s'explique par un renforcement des contrôles fiscaux est une meilleure efficacité de l'Agence nationale des douanes du Mexique (ANAM). En outre, le Mexique a enregistré une progression de ses importations cette année, qui s'est traduite par une hausse des recettes fiscales.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	18/12/2025
Bourse (IPC)	-3,10%	23,82%	62 528,06 points
Change MXN/USD	-0,22%	-11,78%	17,99
Change MXN/EUR	-0,61%	0,12%	21,08
Prix du baril mexicain	-4,60%	-19,77%	52,24

Amérique centrale

Costa Rica

Le Centre international de politique économique pour le développement durable (CINPE) de l'Université nationale (UNA) prévoit que la croissance de l'économie costaricienne passera de 4,2 % en 2025 à 3,5 % en 2026. Selon le CINPE, cette tendance au ralentissement de la croissance s'explique par l'affaiblissement d'une partie du secteur productif et la stagnation de l'activité des entreprises du régime fiscal dit « définitif » (hors zones franches exportatrices). Certains secteurs importants devraient rester fragiles, tels que la construction, qui a maintenu des niveaux d'emploi stagneants avec 140 000 personnes depuis 2022, et le secteur agricole a enregistré une réduction de sa superficie cultivée et une baisse de l'emploi.

La Chambre des exportateurs du Costa Rica (Cadexco) prévoit une croissance de 15 % des exportations de biens et services en 2025, qui pourraient atteindre 35 Mds USD (dont 22,9 Mds USD de biens). L'année 2025 serait ainsi une année record malgré les difficultés auxquelles le secteur est confronté, notamment en matière de taux de change. La chambre met en avant les incertitudes liées à la politique commerciale américaine alors qu'une enquête des autorités de ce pays est en cours. Celle-ci pourrait aboutir à la mise en place de droits de douane sur les dispositifs médicaux, lequel est le premier secteur exportateur du Costa Rica, majoritairement du fait de filiales d'entreprises américaines dans une logique de *nearshoring*.

El Salvador

Les autorités et le secteur privé ont annoncé le 11 décembre le lancement du Comité de Facilitation des Investissements (CFI), mécanisme public-privé qui vise à « améliorer le climat des affaires », « agiliser les procédures pour les investissements nationaux et étrangers », et « promouvoir le développement de projets productifs dans le pays ». Le CFI est composé de « dix acteurs clés de la gestion publique », dont le secrétariat au Commerce et à l'Investissement, les ministères de l'Économie, des Finances, du Tourisme, de l'Agriculture et de l'Environnement, la Banque centrale et l'Agence de promotion des investissements (Invest), et d'associations professionnelles telles que l'Association salvadorienne des Industriels (ASI) et la Chambre de l'Industrie textile, de la Confection et des Zones franches du Salvador. Le comité aura notamment pour mission l'élaboration d'un plan visant à accroître l'attractivité du pays et l'identification des obstacles réglementaires à l'investissement.

Guatemala

Le conseil monétaire de la Banque centrale a annoncé le 10 décembre avoir porté de 3,9 % à 4,1 % ses prévisions de croissance pour 2025 et 2026, taux supérieurs aux moyennes prévues en Amérique latine (de 2,4 % en 2025 et 2,3 % en 2026) et au niveau mondial (de 3,2 % en 2025 et 3,1 % en 2026). La croissance est en 2025 en particulier tirée par les secteurs de la construction (+8,3 %), les activités financières et d'assurances (+7,9 %) et l'hôtellerie et la restauration (+5,4 %), ainsi que par une forte croissance du crédit bancaire au secteur privé (+9 %) et des transferts des émigrés (+19 % sur l'année, et +5 % attendus en 2026). Le conseil monétaire a par ailleurs indiqué que fin 2025, les réserves de change atteindraient 11 mois d'exportations avec 32,1 Mds USD (et 34,1 Mds USD fin 2026), le déficit budgétaire 2,4 % (3,3 % en 2026), la dette publique 27 % du PIB et le taux de prélèvement fiscal 11,8 %. Le pays aura sur l'année reçu 1,9 Md USD d'IDE (2,7 Mds USD étant attendus en 2026).

L'Institut guatémaltèque du Tourisme (Inguat) a annoncé prévoir sur l'année 2025 une hausse de 12 à 13 % du nombre de touristes étrangers par rapport à 2024, avec 3,4 millions de visiteurs (après +15 % en 2024 et +8 % de janvier à novembre 2025). Le Plan directeur pour un Tourisme durable 2026-2036, élaboré avec ONU Tourisme et présenté début décembre, prévoit dans 10 ans 4,6 à 4,7 millions de voyageurs par an, et un quasi-quadruplement des recettes générées par le secteur, qui passeraient de 1,2 Md USD en 2024 à 4,7 Md USD en 2036. Selon le directeur d'Inguat, Harris Whitbeck, ce plan « *représente une vision renouvelée* », et « *une manière différente de construire l'avenir du tourisme, avec une large participation, de la transparence et un engagement réel en faveur d'un développement durable, participatif et compétitif* ».

Honduras

Selon la Banque centrale (BCH), les envois de fonds des Honduriens de l'étranger ont atteint 11 Mds USD sur les 11 premiers mois de 2025, soit une augmentation de près de 14 % par rapport à la même période en 2024. Ces remesas proviennent pour plus de 80 % des États-Unis, où résideraient 1,8 million de Honduriens, et pour 10 % d'Espagne. Elles seraient, à hauteur de plus de 80 %, destinées aux dépenses alimentaires, de santé et d'éducation, dans un pays où plus de 60 % de la population vit en situation de pauvreté.

Le directeur du Conseil hondurien des Entreprises privées (Cohep), principale organisation patronale, a déclaré le 10 décembre que « *l'incertitude politique qui a régné au cours du dernier semestre a limité les investissements nationaux et internationaux* », et considère que « *la période électorale actuelle affecte encore davantage qu'en 2017 et 2021 la confiance des consommateurs et des entrepreneurs* ».

». Il juge urgent de « réduire l'incertitude et rétablir la confiance du secteur productif ». De la même manière, le vice-président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Tegucigalpa (CCIT), considère que « l'incertitude politique actuelle affecte considérablement l'activité commerciale, en particulier dans la capitale », alors que « décembre est en règle générale l'un des mois les plus dynamiques au plan économique », et espère « un panorama électoral plus clair, qui rétablira la tranquillité et encouragera la consommation ».

Nicaragua

L'USTR a annoncé le 10 décembre la mise en place « *d'un droit de douane échelonné sur deux ans sur tous les produits importés du Nicaragua non couverts par l'Accord CAFTA-DR* ». Sera ainsi imposé, en plus du droit de douane de 18 % établi en avril dernier, un droit de 10 % au 1er janvier 2027, et de 15 % au 1er janvier 2028. Ces mesures font suite aux consultations menées par l'USTR après la publication, le 20 octobre, de son Rapport sur les actes, politiques et pratiques du Nicaragua en matière de droits du travail, de droits de l'Homme et de libertés fondamentales, et d'état de droit, suite à une enquête initiée en 2024 sur la base de la Section 301 du Trade Act de 1974. Ce rapport concluait à l'existence de multiples entorses « déraisonnables », qui « entravent ou restreignent le commerce américain » et « sont passibles de poursuites ».

La Banque centrale a annoncé à fin novembre des réserves de change supérieures à 8 Mds USD, en hausse de 32 % par rapport à fin novembre 2024. Ces réserves se sont accrues de 63,2 M USD au cours du mois de novembre, principalement grâce « aux comptes nets du secteur public non financier », « aux intérêts perçus sur les investissements des réserves internationales », et « aux achats nets de devises dans le cadre des opérations de change », selon la Banque centrale.

Panama

Fitch Ratings a confirmé la note souveraine du Panama à BB+, avec une perspective stable. L'agence anticipe une hausse de la dette publique brute à 67,2 % du PIB en 2025, contre 62,5 % en 2024. La dette publique consolidée - excluant les participations intra-publiques - atteindrait 61,6 % du PIB, un niveau supérieur à la médiane des pays notés BB (54 %), signalant un espace budgétaire plus contraint. Selon Fitch, le déficit du secteur public non financier (SPNF) du Panama devrait atteindre 4 % du PIB en 2025, après 7,4 % en 2024, conformément à l'objectif des autorités. Cette consolidation reposera principalement sur la fin des paiements d'arriérés accumulés l'an dernier, la reprise des recettes du Canal de Panama après l'épisode de sécheresse de 2024, ainsi que sur un effet statistique lié à la réforme du système de retraites. Malgré cette amélioration à court terme, Fitch souligne que la trajectoire de la dette demeure un enjeu central pour la soutenabilité budgétaire à moyen terme.

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) a révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour le Panama, désormais attendue à 3,8 % en 2025 (contre 4,2 % précédemment) et à 3,7 % en 2026 (contre 4,6 %), selon son dernier *Bilan préliminaire des économies d'Amérique latine et des Caraïbes 2025*. L'institution souligne la résilience de l'économie panaméenne, portée par le dynamisme du secteur des services, la consommation privée et le rôle du pays comme plateforme logistique et financière régionale. Elle met toutefois en garde contre les risques de modération de l'activité à moyen terme, liés au ralentissement de la création d'emplois et à un essoufflement progressif de la consommation, susceptibles de freiner l'expansion économique dans les prochaines années.

La cession des actifs portuaires de CK Hutchison à BlackRock, incluant les deux ports panaméens de Balboa et Cristóbal, situés à proximité du canal de Panama, serait actuellement bloquée, selon le *Wall Street Journal*. D'après le quotidien américain, les autorités chinoises exerceraient des pressions afin que le groupe public COSCO obtienne une participation majoritaire dans l'opération conduite par BlackRock et Mediterranean Shipping Company (MSC), laquelle porte sur l'acquisition de plus de 40 ports dans le monde pour un montant estimé à 22,8 Mds USD. En parallèle, le Panama demeure dans l'attente d'une décision de la Cour suprême de justice concernant les recours en inconstitutionnalité déposés par le Contrôleur général de la République contre le contrat de concession de Panama Ports Company, filiale de CK Hutchison et exploitant actuel des ports de Balboa et Cristóbal. Cette incertitude juridique, combinée aux enjeux géopolitiques croissants autour des infrastructures portuaires stratégiques, contribue à retarder la finalisation de l'opération.

À compter de janvier 2026, les travailleurs du secteur privé rémunérés au salaire minimum pourraient bénéficier d'ajustements nominaux compris entre 10 et 15 USD par mois, selon les recommandations de la Commission nationale du salaire minimum, réunissant des représentants du gouvernement, des employeurs et des travailleurs. Cette revalorisation concerterait environ 400 000 salariés, dans un contexte de discussions tripartites visant à préserver le pouvoir d'achat tout en tenant compte des contraintes des entreprises. À ce stade, le salaire minimum moyen s'établit à 636,80 USD par mois, avec des niveaux différenciés en fonction de la région, de la taille des entreprises et du secteur d'activité. Si l'impact macroéconomique de cette mesure devrait rester limité, elle pourrait néanmoins soutenir la consommation des ménages à bas revenus, dans un environnement marqué par un ralentissement de la dynamique de l'emploi.

Le Secrétariat national des chemins de fer du Panama a attribué au cabinet de conseil KPMG un contrat de 800 000 USD portant sur des prestations de conseil pour l'élaboration du modèle financier du projet ferroviaire Panama–David. D'une durée de six mois, le contrat prévoit la conception d'un modèle économique dynamique, interactif et pluriannuel, destiné à appuyer la structuration financière du projet. Selon le Secrétariat, cette étude vise à établir un cadre technique de référence permettant aux autorités d'évaluer différentes options de structuration financière, à travers plusieurs scénarios de financement, incluant notamment des partenariats public-privé (PPP) et des concessions. Ce travail s'inscrit dans la phase

préparatoire du projet, en amont des décisions d'investissement et de montage institutionnel.

L'État panaméen a perçu 29 M USD de redevances issues de la vente de plus de 122 000 tonnes de concentré de cuivre précédemment stockées sur le site de la mine Cobre Panamá, située à Donoso. Cette opération constitue une source ponctuelle de recettes publiques dans un contexte de redéfinition du cadre d'exploitation minière du pays. Selon le ministre du Commerce et de l'Industrie (MICI), Julio Moltó, ces ressources, allouées sur instruction du président de la République, seront affectées à des investissements directs dans les infrastructures. Les premiers projets cibleront prioritairement les zones historiquement proches du site minier - Omar Torrijos, Donoso et La Pintada - qui n'ont que marginalement bénéficié des retombées économiques de l'activité extractive, avant une extension progressive à d'autres régions.

Caraïbes

(*) Avec la contribution de la Direction de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DEETS) de Martinique

Cuba

Le gouvernement cubain autorise les transactions en devises jusqu'à ce que « les déséquilibres macroéconomiques soient résolus ». Ce jeudi 11 décembre a été publié le décret-loi 113 « sur les transactions en devises dans l'économie nationale » autorisant les transactions en monnaie étrangère dans le pays. Ce décret est accompagné de trois résolutions émises par le ministère de l'Économie et de la Planification (MEP) et la Banque centrale de Cuba (BCC), qui détaillent sa mise en œuvre et définissent les segments de l'économie qui peuvent opérer en devises étrangères ainsi que les acteurs qui participeront à cette activité. Ainsi, le ministère de l'Économie sera chargé d'autoriser les transactions en devises, selon des critères qui favorisent les activités d'exportation, les productions liées au secteur exportateur et celles qui contribuent au remplacement des importations. La Banque centrale cubaine réglementera elle, le fonctionnement des comptes en devises et les allocations de capacité d'accès aux devises (ACAD). Selon le ministre de l'Économie et de la Planification, l'objectif de cette réforme est de relancer le développement de toutes les forces productives, indépendamment de leur activité économique et de leur régime de propriété : entreprises publiques, privées, étrangères et mixtes.

Dominique*

La construction du *Dominica International Airport* suscite une opposition politique croissante. Construit sur le site de Wesley (Nord-Est de l'île), ce projet représente le plus grand chantier d'infrastructure de l'histoire du pays, pour un coût estimé à 410 M EUR. Doté d'une piste de 2850 m permettant l'accueil d'appareils long-courriers (type Boeing 777 ou Airbus A350), l'aéroport est conçu pour accueillir 500 000 à 750 000 passagers annuellement, en comparaison des 60 000 voyageurs accueillis à l'année actuellement à l'aéroport Douglas Charles. Alors que les travaux ont débuté en 2021, il est prévu que l'aéroport soit mis en service à l'horizon 2027, avec un positionnement assumé comme hub touristique capable d'offrir des liaisons directes vers l'Europe et l'Amérique du Nord. Cependant, le United Progressive Party (second parti d'opposition du pays) vient de dénoncer un décalage entre le discours officiel du ministère dominiquais du tourisme sur la protection de l'environnement et les dégâts effectifs constatés sur les rivières, récifs, forêts et écosystèmes marins. Le parti réclame la publication des études d'impact et accuse le gouvernement de passer sous silence les dégâts environnementaux suscités par le chantier.

République Dominicaine

Entre avril 2020 et octobre 2025, l'emploi dans les zones franches a progressé de 67 %, confirmant leur rôle central dans la dynamique de croissance et d'exportation du pays. Cette hausse s'inscrit dans un processus de consolidation et de diversification sectorielle du modèle des zones franches (dispositifs médicaux, textiles technique, agro-industrie, services) ainsi que par l'attractivité accrue du pays auprès des investisseurs étrangers. La hausse de l'emploi reflète à la fois l'expansion des capacités productives existantes et l'implantation de nouvelles entreprises, tournées vers le marché américain. Selon le ministre de l'Industrie, du Commerce et des PME, Victor « Ito » Bisonó, 436 nouvelles entreprises et 45 parcs ont été approuvés au cours des cinq dernières années, portant à 97 le nombre total de parcs et à 861 celui des entreprises opérant dans les zones franches. Dans ce contexte, les investissements directs étrangers (IDE) pourraient dépasser 5 Mds USD d'ici fin 2025, après avoir atteint environ 4,8 Mds USD en 2024, soutenus par un rythme soutenu d'entrées de capitaux ces derniers trimestres. Les principaux secteurs bénéficiaires restent les zones franches, le tourisme, les énergies renouvelables, le commerce, les industries manufacturières et les industries créatives. Si ce dynamisme contribue à la stabilité macroéconomique du pays, le modèle reste dépendant des conditions extérieures, notamment à l'évolution de la demande internationale, aux dynamiques de *nearshoring* et aux politiques commerciales des États-Unis. Le ministre souligne que la continuité de cette croissance dépendra de la capacité du pays à maintenir un climat d'affaires stable et à attirer de nouveaux projets, tout en diversifiant les destinations d'exportation et en renforçant l'innovation et la compétitivité des entreprises locales.

Le Congrès dominicain a approuvé le budget général de l'Etat pour l'année 2026, d'un montant de 1 800 Mds DOP (28,35 Mds USD). Ce budget, en hausse par rapport aux années précédentes, reflète la volonté des autorités de soutenir la relance économique, de moderniser les infrastructures et de renforcer les services publics essentiels. Dans ce cadre, le Congrès a notamment approuvé deux prêts internationaux qui totalisent plus de 15 Mds DOP (236 M USD) et destinés à financer des projets clés dans les secteurs de l'eau potable, de l'assainissement et des transports. Ces financements, obtenus auprès d'institutions multilatérales, visent à accélérer la mise en œuvre d'infrastructures stratégiques et à renforcer la résilience du pays face aux défis économiques et climatiques. Parmi les initiatives phares, un prêt de 178,3 M USD sera accordé par l'Agence française de développement pour le projet d'extension de la capacité de transport de la ligne 2 du métro de Saint-Domingue. Ce projet vise à améliorer l'offre de transports, à réduire la congestion et à diminuer les émissions de gaz à effet de serre, en s'appuyant sur l'expertise française.

Sainte-Lucie*

A l'issue des élections générales de décembre 2025, le Saint Lucia Labour Party (SLP) est réélu pour gouverner le pays pendant 5 années supplémentaires. Avec 14 sièges remportés sur les 17 en jeu, le SLP consolide une majorité sortante déjà confortable (13 sièges lors de la précédente mandature). Ce résultat confirme Philip J. Pierre pour un second mandat consécutif de Premier ministre, ce qui rompt avec la succession de mandats politiques uniques observé lors des cycles électoraux antérieurs et envoie un signal de stabilité politique apprécié des partenaires internationaux. Cette reconduction intervient toutefois dans un contexte de fortes contraintes budgétaires avec une dette publique proche de 77 % du PIB, un déficit public à -3,6 % du PIB et des besoins de financement annuels élevés.

Dans le cadre de la revue de l'Article IV, le Fonds Monétaire International (FMI) prévoit un net ralentissement de la croissance de Sainte-Lucie à 1,7 % g.a. en 2025 après 4,7 % g.a. en 2024. Le taux d'inflation pour 2025 remonterait à 0,8 % g.a. après avoir enregistré une contraction en 2024 (-0,5 % g.a.), puis se stabiliseraient autour de 1,8 % d'ici 2030. Alors que la consommation intérieure, la construction et le tourisme restent les principaux moteurs économiques de Sainte-Lucie, le FMI recommande un ajustement budgétaire graduel combinant (i) un élargissement de l'assiette fiscale (TVA et autres recettes), (ii) une meilleure mobilisation des revenus non fiscaux et (iii) une maîtrise renforcée des dépenses courante. Sur le plan financier, le rapport souligne que le niveau de créances douteuses reste élevé (au-delà de 10 % du total des prêts dans certaines banques commerciales), ce qui justifie un renforcement de la supervision bancaire et des dispositifs de gestion des risques, en particulier face aux chocs climatiques susceptibles d'affecter les bilans publics et privés.

Trinité-et-Tobago

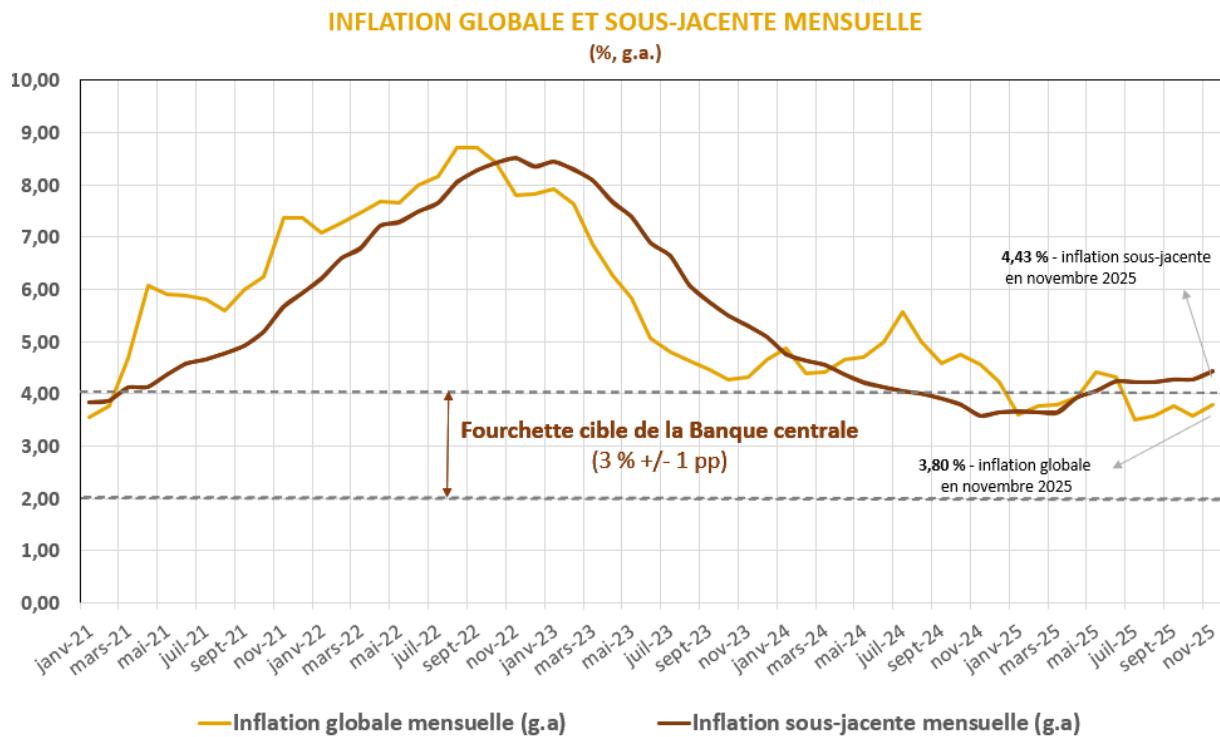
Moody's a confirmé la note de crédit souveraine à Ba2, tout en l'assortissant d'une perspective négative, en raison de la diminution des réserves de change nettes de la banque centrale, identifiée comme un facteur de vulnérabilité. L'agence de notation souligne ainsi les risques pesant sur les marges de manœuvre externes à court terme. De son côté, le ministère des Finances a rappelé que cette confirmation repose sur la solide solvabilité du pays, soutenue par l'existence de coussins budgétaires importants, notamment le fonds souverain et de stabilisation (*Heritage and Stabilization Fund - HSF*), ainsi que par des actifs liquides représentant environ 45 % du PIB. Les autorités mettent également en avant des perspectives favorables de production pétrolière et gazière à partir de 2027, susceptibles de renforcer la position budgétaire et extérieure du pays à moyen terme. Le ministère a toutefois regretté que l'agence n'ait pas attendu que le plan de revitalisation économique engagé par le nouveau gouvernement commence à produire des résultats tangibles.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 856,4	3,7%	3,4%	1,4%	1,0%	1,5%	58,9%	3,9%	7,00%
Belize	0,4	3,2	9,3%	0,5%	3,5%	1,5%	2,4%	65,4%	1,4%	2,25 %
Costa Rica	5,3	95,4	4,6 %	5,1%	4,3%	3,6%	3,3%	59,7%	0,4%	3,50%
Guatemala	17,9	120,8	4,2%	3,5%	3,7%	3,8%	3,6%	27,0%	1,7%	3,75%
Honduras	10,7	37,1	4,1%	3,6%	3,6%	3,8%	3,5%	45,1%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	19,7	3,6%	4,4%	3,6%	3,0%	2,9%	39,3%	2,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,4	2,9%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,6%	0,3%	--
Haïti	12,4	25,3	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-3,1%	-1,2%	11,8%	27,8%	10,00%
Jamaïque	2,8	21,9	6,4%	2,7%	-0,5%	2,1%	1,5%	59,2%	4,2%	5,75%
Panama	4,5	86,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,0%	4,0%	59,6%	-0,1%	--
République Dominicaine	10,8	124,6	5,2%	2,2%	5,0%	3,0%	4,5%	60,0%	3,7%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2025

- Annexe Graphique Mexique -

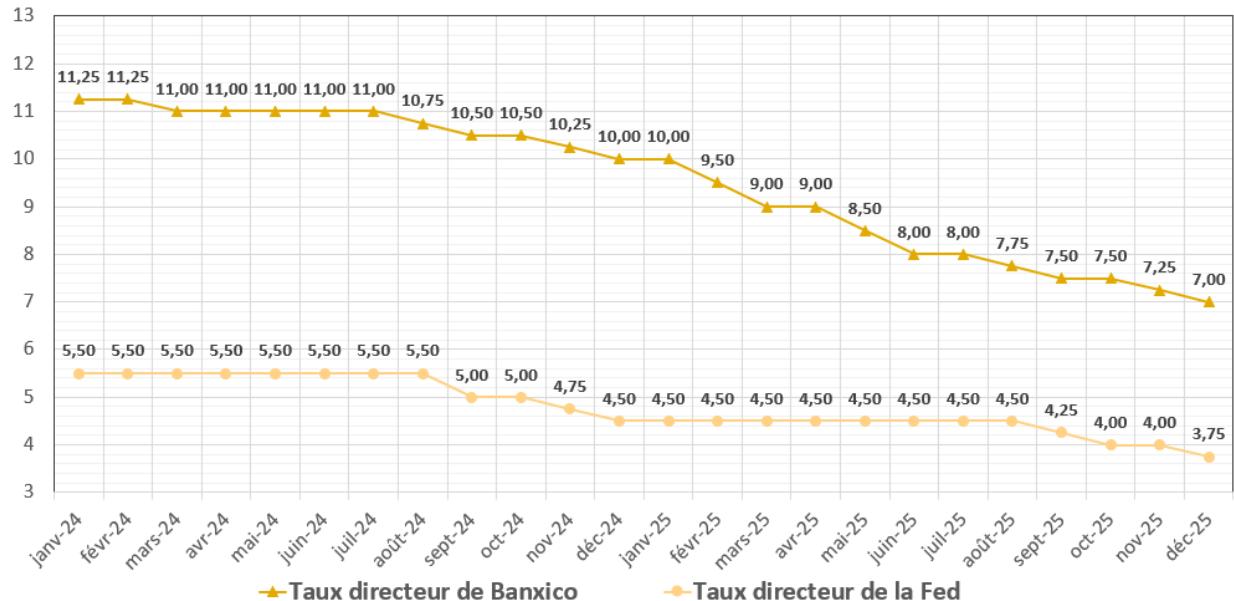


Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Défuntiel (pdb)
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325
déc-25	7,00	3,75	325

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

**DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR
ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)**

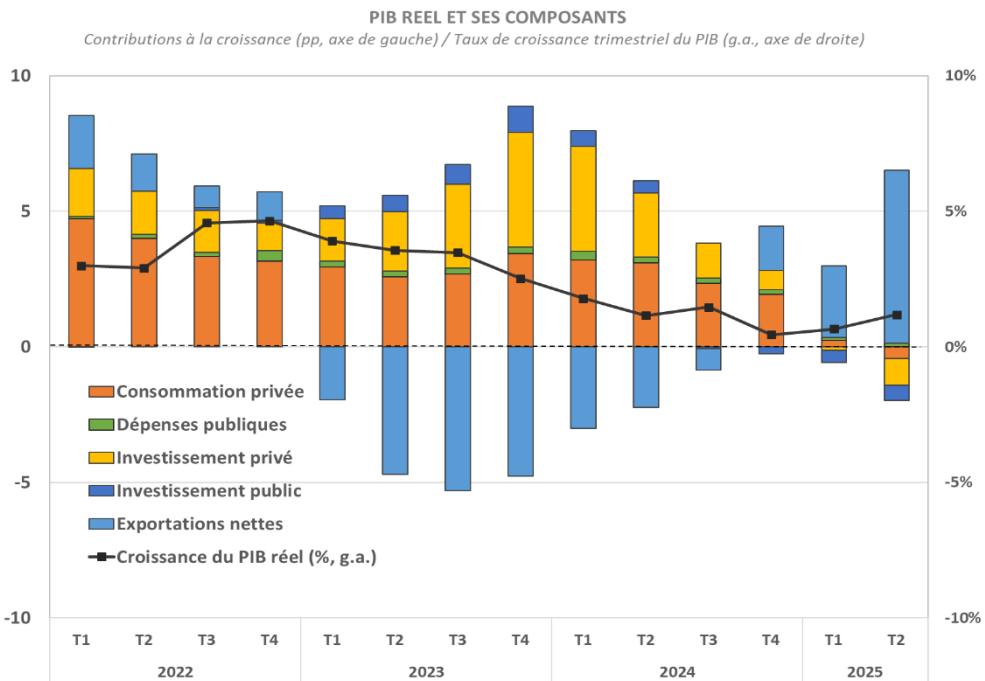


Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

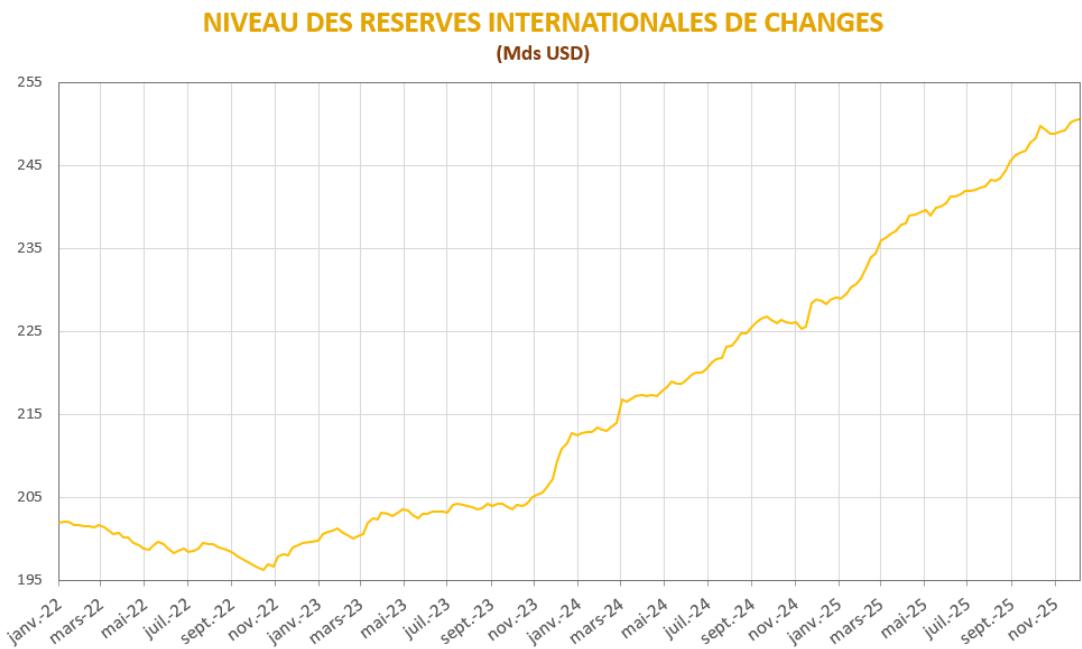
**EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE
(MXN/USD)**



Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr